

## Mardis de la Philosophie (5<sup>e</sup> conférence : « Marx à l'époque du marxisme triomphant et déclinant »)

### Libres réflexions sur la mort du communisme

Guy HAARSCHER (*texte écrit peu après la chute du Mur de Berlin*)

Nous venons de vivre des événements d'une portée incalculable : le communisme soviétique, que tant d'analystes tenaient jusqu'il y a peu pour insubmersible, a chaviré. Certes, nous ne disposons pas encore du recul nécessaire pour apprécier la signification de ce séisme historico-mondial, et surtout pour pressentir ce qui adviendra dans le futur. Mais nous ne sommes pas dépourvus d'instruments d'analyse. Je voudrais tenter de montrer ici qu'il y a, dans la chute du communisme, plusieurs logiques, à la fois complémentaires et antagonistes. Je schématise les deux plus importantes de ces logiques de la façon suivante. Première logique : le communisme est mort parce que Gorbatchev a voulu se maintenir au pouvoir et que, pour ce faire, il a enclenché un processus qui lui a bientôt échappé. C'est, si l'on veut, la thèse de l'arroseur arrosé. Deuxième logique : le communisme est mort parce que des hommes (Havel, Sakharov en sont les exemples les plus respectables) ont résisté au (post-)totalitarisme brejnevien au nom de la dignité humaine. Logique du haut (du pouvoir et de ses intérêts), logique du bas (des gouvernés et de leur volonté de justice). Logique politique d'une part, logique morale de l'autre. Je tenterai de montrer qu'aucun des deux combats ne pouvait réussir sans l'autre : sans Gorbatchev, Havel et Sakharov n'auraient jamais pu renverser le communisme (ils en avaient le courage, il n'en avaient pas la force); sans le combat des dissidents, qui l'ont empêché de reculer, Gorbatchev aurait pu, certes de façon précaire, s'arrêter - peut-être pour longtemps - à un compromis boiteux.

Quel compromis? Entre quoi et quoi? Cette question permet de poser le problème de façon préalable et générale. Gorbatchev faisait partie d'une génération qui savait, depuis de nombreuses années, que le brejnévisme menait à l'impasse<sup>1</sup>. Le problème ne consistait pas, essentiellement, à critiquer le pouvoir soviétique pour des raisons morales (parce qu'il était oppressif, attentait à la dignité humaine et ne nourrissait pas - ou nourrissait mal - la population), mais d'empêcher qu'ils s'écroule. Certes, on ne peut exclure la dimension morale au sein du Parti même : il est possible que des apparatchiks convaincus par les idées de la démocratie libérale aient caché leurs opinions de façon à pouvoir monter dans le Parti, accéder aux postes de commande, et donc avoir un jour le pouvoir d'appliquer leurs idées. C'est, si l'on veut, le schéma Franco/Juan Carlos. Mais on n'entraîne pas toute une génération, tout un groupe social, sans le motiver, l'intéresser matériellement. C'est cette logique-ci que je voudrais analyser par priorité.

Depuis des années, à l'intérieur du système, beaucoup de membres de l'"élite" dirigeante savaient que le régime devait, pour survivre, opérer des transformations radicales. Mais ils en savaient aussi le risque : lancer un mouvement qui, comme ce fut le cas par exemple lors de la Révolution française, les aurait à un moment dépassés et écrasés. Ce risque, Gorbatchev a eu le mérite de le prendre. Il a sans doute eu tort de le faire aux yeux des membres prudents de l'appareil (puisque effectivement le Parti est mort : leurs prédictions les plus sombres se sont

---

1. Cf., sur ce point, Marc FERRO, *Les origines de la perestroïka*, Paris, Ramsay, 1990, pp. 85 sq.

réalisées). Mais il a fait progresser, un peu (mais pas tout à fait) malgré lui les libertés à l'Est d'une façon tout à fait exemplaire.

Reagan avait, au début des années quatre-vingts, lancé l'"Initiative de Défense Stratégique" (*IDS*, *Star War*). L'URSS ne pouvait se permettre d'être dépassée dans la course aux armements (en l'occurrence défensifs), puisque si l'une seulement des grandes puissances se dotait d'un bouclier protecteur, la dissuasion aurait perdu tout sens, l'autre étant désormais à genoux, confrontée à une menace nucléaire sans réaction effective possible de sa part. Ce type de dissuasion a aujourd'hui disparu (cela n'empêche évidemment pas que la dissémination nucléaire et la fuite des cerveaux ne produisent des conséquences inquiétantes). En un sens, le programme IDS a réussi à **affaiblir décisivement l'adversaire avant même d'être réalisé** (à supposer qu'il puisse l'être un jour). En effet, les Soviétiques avaient, pour soutenir la compétition avec l'Amérique et donc essayer de produire leur propre bouclier, **besoin de la science la plus sophistiquée**<sup>2</sup>. De plus, pour être capables d'exporter (de renforcer leur puissance à l'extérieur) et de nourrir leur population (de consolider leur légitimité à l'intérieur), ils devaient de façon urgente rationaliser le système économique<sup>3</sup>. Les deux causes ont entraîné les mêmes effets : le Parti a dû diminuer son emprise sur la société.

Il n'est pas possible d'acquérir l'information nécessaire à une science en mouvement sans **ouvrir les esprits**. On ne peut **envoyer un étudiant aux Etats-Unis** en espérant raisonnablement qu'il lira la littérature concernant sa discipline et restera aveugle au système constitutionnel, aux différences de mentalités, bref à la liberté. De plus, pour rendre la machine plus efficace, il fallait **remplacer les fidèles de la Nomenklatura**, qui occupaient les postes de commande de l'appareil industriel<sup>4</sup>, par ces hommes compétents dont on vient de voir qu'ils ne pouvaient pas ne pas **s'ouvrir à la pensée critique**<sup>5</sup>. Comment en effet imaginer qu'un individu puisse durablement vivre

---

<sup>2</sup>. "En particulier, la *Strategic Defense Initiative* (S.D.I.) du président Reagan leur posait un sérieux défi car elle menaçait de rendre obsolète toute une génération d'armes nucléaires soviétiques et orientait la compétition entre les superpuissances dans des domaines comme la microélectronique et autres nouveautés techniques, dans lesquelles l'Union Soviétique était sérieusement en retard." (F. FUKUYAMA, *op. cit.*, p; 102).

<sup>3</sup>. "L'ancienne garde de la période brejnévienne fut remplacée dans les trois ou quatre années de l'ascension de Gorbatchev par des économistes réformistes... Tous ces hommes avaient compris - quoique imparfaitement, dans certains cas - les principes de base de la théorie économique du libéralisme; ils étaient convaincus que le système centralisé de l'administration soviétique était à l'origine du déclin économique de leur pays." (Francis FUKUYAMA, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992, p. 53).

<sup>4</sup>. Ce processus est bien décrit dans Abel AGANBEGUIAN, *Soulever des montagnes. Pour une révolution de l'économie soviétique*, Paris, Laffont, 1989, en partic. pp. 194 sq. Aganbeguian était l'un des conseillers économiques les plus écoutés de Gorbatchev.

schizophréniquement, en exerçant ses facultés critiques dans sa discipline (seule manière rationnelle de la faire progresser) tout en acceptant de façon inconditionnelle l'autorité gérontocratique du Parti? A un moment ou à un autre, il va nécessairement se tourner vers le politique et le regarder avec ses yeux d'"économiste" : est-ce bien rationnel, disposons-nous des dirigeants les plus compétents pour réaliser les buts qu'eux-mêmes proclament depuis si longtemps (justice sociale, abondance, etc.<sup>6</sup>)? La réponse est évidemment négative. Certes, on peut dire que depuis bien longtemps plus personne ne croyait aux grand-messes de la Place Rouge. Mais cette fois, Gorbatchev a été obligé d'introduire le loup dans la bergerie. Il a affaibli au moins temporairement l'appareil, et il en a pris délibérément le risque.

Dès ce moment, le ver était dans le fruit. Le projet de départ des gorbatchéviens pouvait s'identifier à une sorte d'autoritarisme réformé : remplacer la gérontocratie inefficace par un pouvoir fort mais moderne, maintenir la domination politique du Parti en libéralisant les sphères économique et scientifique, bref pratiquer ce que l'on appelait au XVIIIe siècle le "despotisme éclairé". Que l'on m'entende bien : le Parti n'a pas libéralisé parce qu'il considérait comme un impératif moral de donner à la société une autonomie partielle, bref de "dé-totalitariser", certes imparfaitement, le régime. Il a remplacé des fidèles par des "infidèles" (au moins potentiels) parce qu'il ne pouvait faire autrement : s'il fallait un appareil de production civile et militaire performant, il était nécessaire que les hommes qui y participaient soient compétents et motivés, bref qu'on les nomme pour leurs qualités (et non pour leur pureté idéologique) et qu'on les paye bien. Mais c'était inéluctablement rétablir une certaine idée du marché, de l'initiative individuelle, et pour tout dire du profit. En même temps, ceux auxquels on donnait une place dans la société en fonction de leurs mérites ne pouvaient pas ne pas revendiquer un jour ou l'autre que d'autres dimensions de leur "dignité" propre soient prises en considération par le Parti. Si leur effort et leurs qualités devenaient la mesure de leur statut économique-social, pourquoi n'auraient-ils pas droit au respect de leur dignité de citoyens et d'hommes tout court? En ce qui concerne ce dernier point, le Parti a vite compris que l'athéisme officiel et la répression des confessions religieuses allaient à l'encontre du processus en cours : il était infiniment plus productif de respecter ces croyances spirituelles de façon à consolider encore le sens de la dignité des individus que l'on devait motiver au travail et à l'innovation.

La liberté d'expression, elle non plus, ne pouvait être longtemps déniée si le dynamisme de la société devait véritablement se manifester. Nous avons vu que la science, l'invention, la production efficace supposent la libre circulation des informations. Il est extrêmement difficile d'en exclure les thèmes "délicats". Encore une fois, la censure des opinions est ressentie à la fois comme génératrice de stagnation des connaissances (et donc d'affaiblissement général du pays,

---

<sup>5</sup>. Cf., à propos d'un pays anciennement "satellite", "Les politiciens à l'école. La Hongrie passe sans transition de l'idéologie à la technocratie", *Le Monde*, 14 novembre 1991.

<sup>6</sup>. "La faiblesse fondamentale, dont la véritable gravité a échappé à l'attention des observateurs occidentaux, fut économique. Il a été beaucoup plus difficile de supporter un échec économique dans le système soviétique parce que le régime lui-même avait explicitement fondé ses prétentions à la légitimité sur sa capacité à donner à son peuple un haut niveau de vie matérielle." (F. FUKUYAMA, *op. cit.*, p. 53; je souligne).

de l'"empire"), et comme attentatoire à la dignité individuelle : le Parti ne pouvait pas (ou plus) se permettre de s'aliéner les éléments "inventifs" de la société.

Mais au niveau politique? Ne s'agit-il pas là d'un domaine nécessairement réservé au Parti? Si ce dernier libéralise le reste de la société (l'économie, la culture) pour rendre son pouvoir plus efficace et plus légitime, ce n'est évidemment pas pour couper la branche sur laquelle il s'est installé. Et pourtant, des élections libres appurent bien vite comme inévitables, en particulier parce que **la phase de transition, au lieu d'améliorer les choses, aggrave** nécessairement, à maints égards, la situation. Si les produits de première nécessité étaient bon marché dans les régimes de type soviétique (ce qui permettait de contrôler les ressentiments populaires), ce n'était pas parce qu'ils étaient créés grâce à des techniques efficaces dans un système concurrentiel (ce qui constitue la seule voie rationnelle pour abaisser les prix), mais parce que les producteurs bénéficiaient de **subventions** considérables<sup>7</sup>. On produisait très inefficacement : les coûts de production étaient donc élevés, ce qui ne pouvait pas ne pas se répercuter sur les prix de vente. Si ceux-ci devaient cependant (pour des raisons de stabilité sociale et politique) rester bas, qui paierait la différence? Le Parti-Etat. Bref, un certain nombre de **droits sociaux**, du reste médiocrement et précairement octroyés, se trouvaient garantis sur la base d'une irrationalité fondamentale : l'Etat - donc la société - jetait des masses d'argent dans le tonneau des Danaïdes du système de subventions. L'appauvrissement généralisé était inévitable. Mais la suppression des subventions - alors que le marché n'a pas encore été solidement établi - se solde toujours par une brusque augmentation de prix, ce qui aggrave la situation de certaines catégories, les moins protégées. Celles-ci se trouvent dès lors tentées par la démagogie soit des conservateurs communistes (style Ligatchev) soit du nationalisme et de l'agitation religieuse. C'est la raison pour laquelle des élections libres sont, plus que jamais peut-être, indispensables dans la phase de transition (la phase présente). En Pologne par exemple, Jaruzelski a dû céder la responsabilité de la gestion du pays à Mazowiecki, lequel pouvait de façon crédible, sans utiliser la langue de bois, dire au pays qu'il fallait que la situation s'aggrave "temporairement" pour s'améliorer ensuite. Ce discours n'aurait en effet jamais pu être tenu par un apparatchik communiste : le communisme **n'avait cessé de promettre "dialectiquement" des lendemains** qui chanteraient, d'annoncer qu'il fallait en passer par la "croix du présent" (Hegel) pour voir fleurir la "rose" de la société réconciliée. Beaucoup d'intellectuels avaient été séduits par ce discours et avaient peu ou prou accepté la répression terrible qui devait (théoriquement) mener à l'émancipation radicale. L'effroyable négation des droits de l'homme à l'Est aurait dû mener à leur réalisation parfaite, plus accomplie qu'à l'Ouest puisque débarrassée des inégalités liées au capitalisme et de la réification propre aux relations marchandes.

---

<sup>7</sup>. "Nous ne voulons plus subventionner les producteurs...", annonce (*Le Monde*, 30 novembre 1991) Andreï A. Nechaev, vice-ministre russe de l'économie, en ajoutant que les prix de certains produits devraient être multipliés par cinq. Le même problème s'est posé à propos de l'énergie : "La première raison de ces échecs, considérée comme la principale, sinon la seule, par les tenants de l'économie de marché, tient aux prix de l'énergie qui sont extrêmement bas et ne reflètent pas les coûts de production : les produits énergétiques sont considérés comme des produits de base indispensables et par conséquent subventionnés. Il est donc exact que le consommateur, de l'industriel au ménage, n'avait (n'a toujours pas) aucune incitation à économiser l'énergie." (Bernard LAPONCHE, *Le Monde*, 19 novembre 1991).

Ce type de promesses, plus personne n'y croyait à la fin des années quatre-vingt. Et pourtant, le "discours de transition" impliquait à nouveau un renversement dialectique : "il nous faut supprimer l'irrationalité des subventions, ce qui aggravera temporairement les choses, pour assainir la situation et créer ultérieurement des richesses". Seul un dirigeant possédant de la *légitimité*, c'est-à-dire élu (plus ou moins) démocratiquement - condition du reste seulement nécessaire, non suffisante, - pouvait affronter de telles difficultés. Jaruzelski en était incapable. Mazowiecki l'a fait. Mais au bout de deux ans, il obtenait aux élections présidentielles moins de voix que le démagogue affairiste Timinsky. Bref, dans des circonstances difficiles, quand le pouvoir doit demander au pays des sacrifices, il lui faut de la légitimité démocratique, et cette dernière s'"use" à un rythme effarant. Gorbatchev a longtemps hésité à affronter le suffrage universel, mais des élections libres - d'abord partiellement, puis totalement - se sont déroulées quasi partout dans l'ancien Empire.

On parle souvent de **l'indivisibilité des droits de l'homme**, pour indiquer l'exigence de les défendre tous, sans exception. Ici, cette notion se manifeste sur un mode en quelque sorte inversé : le Parti a voulu, au départ, accorder la liberté économique, puis - dans la foulée - la liberté d'expression et de conscience, *sans* conférer de droits politiques (qui mettaient directement en question le monopole de son pouvoir). Il n'a pu le faire. S'agit-il d'une sorte de théorie des dominos à l'envers<sup>8</sup>, une liberté entraînant l'autre, si bien qu'on aboutirait inéluctablement au respect des droits de l'homme, c'est-à-dire à la démocratie libérale? La question est manifestement beaucoup plus compliquée que cela, mais une telle *tendance* - stylisée - ne manque pas d'intérêt philosophique.

\*

\* \*

La philosophie politique et juridique pèche souvent par deux types de défauts symétriques. Ou bien le philosophe défend des principes tellement purs qu'il se coupe de toute action efficace (laquelle lui imposerait inévitablement de se salir les mains, de bafouer les principes ici et maintenant pour les réaliser dans le futur); ou bien il se jette à corps perdu dans le monde du pouvoir et oublie progressivement les principes, devenus pure coquille creuse, alibi d'une pratique cynique et "réaliste". Dans le premier cas, la philosophie morale, politique et juridique s'intéresse au "devoir-être", à des principes qui ne se réaliseront peut-être jamais. Dans le second, elle se soumet servilement au prosaïsme du cours du monde. Il est différentes manières de tenter d'échapper à un tel dilemme. L'une d'elles consiste à déceler dans l'Histoire des tendances fortes (très probables), et en particulier des lignes de fragilité. Ceci permet à l'homme d'action, éclairé par la raison philosophique, de savoir, fût-ce imparfaitement, où il "marche", si le sol est solide ou s'il est friable. Une telle attitude empêche l'intellectuel de combattre des moulins à vent et lui donne la possibilité de contourner les obstacles les plus résistants. Ainsi l'idéal (les principes) peut-il se manifester avec un sens du réalisme qui ne doit rien à une problématique des "mains sales". En l'occurrence, il s'agit de comprendre que Gorbatchev était confronté à une difficulté qui devait *nécessairement* fragiliser son action, même si le résultat (la fin de l'URSS)

---

<sup>8</sup>. Cf., sur ce point, G. HAARSCHER, "La théorie des dominos", *Le Vif-L'Express*, 6-12 juillet 1990.

n'était pas inéluctable, du moins à si court terme. Le nouveau Secrétaire Général du Parti ne pouvait pas, en 1985, ne pas agir, parce que le *statu quo* risquait de faire s'écrouler le régime, incapable de faire face au triple défi de la Guerre des Etoiles, de la compétitivité sur les marchés extérieurs et de la légitimité à l'intérieur (satisfaire les besoins de toute la population - et non d'une minorité privilégiée - constituée après tout l'alpha et l'omega de l'idéologie communiste). Mais il était en même temps extrêmement délicat d'agir dans de telles conditions, c'est-à-dire de se risquer à enclencher le processus résumé ci-dessus, puisque ce dernier risquait de mener - et a effectivement mené - à l'effondrement du régime, que l'on se proposait justement d'éviter en lançant la *glasnost* et la *perestroïka*. Dilemme parfait : les deux options sont perdantes. Gorbatchev a manifesté son sens "machiavélien" du risque en tentant l'action. Il a perdu son pari, mais les peuples ont - précairement - gagné. Un régime autoritaire a tenté de se réformer pour des raisons purement politiques : la morale y a gagné. Mais c'était aussi parce que... des moralistes ont agi.

Il nous faut en effet aborder maintenant la deuxième "logique" du processus. Depuis des années Havel, Sakharov et des centaines d'autres dissidents combattaient le brejnévisme. Ce combat avait eu lieu dans des conditions extrêmement précaires, le dos au mur : jamais ils n'auraient pu imaginer qu'un jour ils verraient l'effondrement du communisme. Ils combattaient donc pour des principes, sûrs qu'ils n'y "gagneraient" rien pour eux-mêmes. Si certains individus n'avaient pas témoigné de la sorte de ce que le communisme constituait un système fondamentalement immoral, s'ils n'avaient pas résisté par-delà toute motivation intéressée, les chances - précaires - de la démocratie libérale dans les pays de l'Est seraient aujourd'hui assurément infiniment moindres. Pourquoi? Parce que les dissidents ont préservé une société civile. La culture de la dissidence rappelait que le totalitarisme ne pouvait s'accomplir (contrôler et absorber entièrement la société); elle préservait un fragment précaire de la civilisation (un reste de vie autonome) sous le joug des tyrans. Dans les sociétés les plus détruites par le pouvoir (comme la Roumanie), les perspectives sont considérablement plus sombres. Au moment où Gorbatchev a commencé la *perestroïka*, il a rencontré sur son chemin ces alliés ombrageux (que l'on se souvienne des discussions très dures au Soviet suprême entre le Secrétaire Général et Sakharov, quelques jours avant la mort de ce dernier) : leurs buts étaient en un sens très opposés, puisque l'un tentait de consolider son pouvoir, tandis que les autres essayaient, depuis tant d'années, de le renverser. Or ces antipodes se sont provisoirement touchés, rencontrés : Gorbatchev devait libéraliser l'économie, et, dans la logique - un peu infernale pour lui - du processus, il s'est mis à libérer la société. Un compromis aurait-il été possible? Le Parti aurait-il pu se libéraliser suffisamment pour satisfaire l'exigence démocratique incarnée par les dissidents? Probablement que non : mais le reste de la société, qui avait courbé la tête sous le joug en attendant des temps meilleurs, aurait-il d'aventure pu se rallier à un communisme rénové, plus dynamique? C'est infiniment peu vraisemblable. Quand on se souvient du fait que les pays occidentaux ont, à des degrés divers, dérégulé la société (démantelé partiellement l'Etat-Providence) durant les années quatre-vingts, on doit constater que les Soviétiques sont partis d'un Etat bien entendu infiniment plus envahissant, mais sont arrivés à un stade de "capitalisme" sauvage beaucoup plus dérégulé que ne le sont les sociétés de l'Ouest. La théorie des "dominos" - une liberté entraîne l'autre - devait nécessairement agir comme une tendance forte, fragiliser fondamentalement la tentative gorbatchevienne consistant à ouvrir (par nécessité de survie) la société tout en maintenant la clôture politique par le Parti. Et de toute façon, les dissidents étaient (et sont) là.

Pourtant, leur action sur le mouvement engendré par la logique "machiavélique" du pouvoir peut pousser dans deux directions opposées : ils peuvent accélérer le processus quand il risque de se bloquer (quand le Parti tente de maintenir son monopole sur le pouvoir), mais ils peuvent et doivent aussi le freiner quand il s'emballe. La première "logique", en quelque sorte purement mécanique - le politique veut ceci, la force des choses lui impose cela, - n'a pas par elle-même d'implications morales : elle ne mène pas nécessairement - ce serait si simple - aux droits de l'homme, à la "fin de l'Histoire", selon les termes du politologue américain Fukuyama<sup>9</sup>. Le processus de "désenchantement"<sup>10</sup> de la mythologie communiste mène à la conquête de droits de plus en plus étendus. Mais ceci constitue une conséquence seulement négative du mouvement : le système doit lâcher de plus en plus de lest, et la liberté réapparaît sous des formes diverses, selon la logique décrite plus haut. Néanmoins, les libertés, pour être maintenues, doivent continuer à être défendues : il faut que certains soient à même, à un moment, d'arrêter le processus "mécanique" en disant : ici, nous dépassons les bornes, non plus du système totalitaire, mais de la morale des droits de l'homme. La dérégulation complète de la société, les inégalités et les ressentiments corrélatifs qu'elle entraîne, le chacun pour soi ou, au contraire, le repli frileux sur des "communautés" d'enracinement, tout cela risque bien entendu de détruire les libertés un moment conquises : elles n'auraient - dans ce cas de figure ultra-pessimiste - existé à l'Est qu'"en passant", surgies sur les ruines d'un système oppressif et rapidement englouties par de nouveaux autoritarismes. Mais chacun pressent qu'il faut aux libertés, pour exister, plus que la négation du totalitarisme : des conditions positives sont indispensables. C'est de ce point de vue que la logique "morale" de la dissidence prend, aujourd'hui encore (alors que Havel *exerce* - précairement - le pouvoir), tout son sens. L'intérêt bien compris n'y suffit évidemment pas : on ne peut simplement dire aux gens que leur prospérité dépend d'un dépassement des fanatismes (communiste, religieux, nationaliste) - ce qui est pourtant évident - et d'une reconnaissance mutuelle des libertés. Il faut aussi que la dimension éthique se fasse jour, et que ceux qui ont tant payé pour que la lutte contre le communisme prenne sens puissent contrôler le mouvement.

---

<sup>9</sup>. Ses thèses, d'abord développées dans un article ("The end of history?", in *The National Interest*, n°16, été 1989; tr. frç. : in *Commentaire*, n°47), ont été développées dans le livre *La fin de l'histoire et le dernier homme*, cité *supra*. L'ouvrage est fondamental. Fukuyama ne dit pas, comme on l'en avait hâtivement accusé, que la chute du communisme signifie la fin des grandes batailles idéologiques et religieuses, c'est-à-dire l'avènement de la calme gestion des valeurs démocratiques et libérales. Sa thèse est bien plus profonde : il sait que les droits de l'homme sont encore bafoués un peu partout dans le monde, mais il dit qu'il n'existe aujourd'hui plus aucun système globalement mobilisateur et moderne (ce qui exclut l'islam) alternatif à la démocratie libérale. De plus, il étudie sur le plan philosophique et anthropologique les conditions d'une stabilisation de l'Etat de droit. Il n'est pas nécessairement optimiste, comme l'indique la seconde partie du titre : "et le dernier homme" (allusion à l'homme épuisé et sans grandeur que Nietzsche assimile à l'homme moderne au début d'*Ainsi parlait Zarathoustra*). J'analyserai ce livre essentiel prochainement.

<sup>10</sup>. Le "désenchantement du monde" constitue l'un des thèmes les plus connus du sociologue allemand Max Weber.

Pas de réussite de Havel-Sakharov sans un Gorbatchev; pas de libéralisation espagnole, voulue par les opposants de toujours au franquisme, sans Juan Carlos, resté jusqu'au bout silencieux - et donc apparemment approbateur - dans l'ombre du pouvoir; pas d'espoir pour l'Afrique du Sud - espérance incarnée par Mandela - sans l'action politique "machiavélienne" d'un De Klerk, pourtant nourri au sérail du parti de l'apartheid. C'est comme cela : il y a, dans tous ces processus, au demeurant liés l'un à l'autre (ici la théorie des dominos se manifeste sur le plan géopolitique international), une combinaison de machiavélisme politique et d'intransigeance morale, de *Realpolitik* et d'exigence des droits de l'homme, qui doit aujourd'hui être pensée dans toutes ses implications philosophiques. C'est une des tâches les plus urgentes de la réflexion contemporaine.